



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLES



RAPPORT ANNUEL 2015



FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLES

RAPPORT ANNUEL 2015

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PCA.....	5
PRÉSENTATION DU FIRCA.....	6
Vision	
Mission	
Principes	
FAITS MARQUANTS.....	8
CHIFFRES CLÉS.....	9
RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES EN 2015.....	10
RÉSULTATS RELATIFS AU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES.....	14
Filière Café Cacao	
Filière Cola	
Filière Hévéa	
Filière Palmier à Huile	
Filière Cocotier	
Filière Coton	
Filière Anacarde	
Filière Canne à Sucre	
Filière Fruitière	
Filière Riz, Autres Céréales et Plantes Protéagineuses	
Filière Racines, Tubercules et Plantain	
Filière Légumes	
Filières des Ressources Animales	
AUTRES RESULTATS.....	23
Promotion des filières et communication pour le développement	
Renforcement de la coopération régionale	
ORGANISATION DU FIRCA.....	24
Equipe dirigeante	
Organigramme	
Ressources humaines et matérielles	
GOUVERNANCE DE L'INSTITUTION.....	26
INFORMATIONS FINANCIERES.....	27
Etats Financiers des activités ordinaires du FIRCA.....	
Etats Financiers des projets cofinancés (Programmes conventionnés)	
Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2015	
DIFFICULTES ET MESURES CORRECTIVES.....	41
CONCLUSION.....	42
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	43



Notre vision guide nos engagements et nos actions

L'agriculture revêt un caractère stratégique indéniable pour l'avenir de notre pays. Elle est à la base de la sécurité alimentaire et constitue le fondement du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. C'est un secteur qui présente de nombreuses spécificités, du fait notamment, du fonctionnement singulier de ses marchés et en raison de la multiplicité des enjeux d'ordre économique, social, environnemental ou énergétique auxquels il est lié.

Les grognes sociales résultant de la hausse du prix des denrées alimentaires souvent appelées "émeutes de la faim" nous racontent une histoire : celle d'un avertissement sans frais où l'agriculture est un enjeu majeur. La production agricole doit être, pour notre pays, le dossier urgent et vital. L'objectif consiste à avoir une forte production bien gérée : augmenter les revenus, produire sans polluer, stocker, transformer, partager.

Aussi, notre secteur d'activités a plus que jamais besoin d'innover pour s'adapter à des contextes économiques fluctuants tout en continuant de répondre aux besoins des consommateurs et des industriels: des produits de qualité mais aussi un espace rural attrayant et des ressources préservées.

Au FIRCA, notre premier engagement, est de proposer des mécanismes globaux et cohérents afin de définir un autre modèle de financement et de mise en œuvre des actions de développement. En améliorant les performances – économique, sociale, environnementale – des exploitations agricoles, nous offrons des solutions afin que le monde agricole réponde aux grands défis auxquels il est confronté.

Le fondement de notre action est de partager notre vision de ce que doit être l'agriculture et surtout le métier d'agriculteur ; une véritable opportunité pour une révolution économique et culturelle et un creuset de richesse pour les jeunes et les femmes.

Nous nous engageons au quotidien dans une démarche de développement durable qui doit concilier performance économique, environnementale et sociétale. Grâce à ces efforts et surtout à l'extraordinaire capacité d'adaptation des producteurs agricoles, notre agriculture a pu survivre aux nombreuses crises qu'elle a traversées.

Assurer la performance de nos filières pour apporter de la valeur ajoutée sur nos exploitations telle est la définition de notre vision pour une agriculture ivoirienne en mutation.

AMOIKON BANGA

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSENTATION DU FIRCA

La Côte d'Ivoire a entamé depuis 1992 une profonde restructuration de ses services agricoles et de recherche, qui s'est achevée en 2002 par la création du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), inspirée de la loi n° 2001 – 635 du 09 octobre 2001 portant institution de Fonds de Développement Agricole (FDA).

Le FIRCA est un instrument professionnel pour le financement du progrès de l'agriculture en Côte d'Ivoire. Il permet d'introduire la notion du service, dont le producteur détermine l'objectif, évalue le résultat, réutilise ou non le prestataire et en supporte les coûts.

VISION

Le FIRCA, moteur de financement pérenne et innovant pour le développement d'une agriculture durable et compétitive.

MISSION

Mobiliser les ressources et Assurer le financement pérenne des programmes de fourniture de services de Recherche appliquée, de Conseil agricole, de Formation aux métiers et de Renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), dans les secteurs de production agricole, animale et forestière.



PRINCIPES

Coresponsabilité	la responsabilité entre l'Etat et la profession agricole pour la conduite, dans la concertation, de la politique de développement agricole ou principe de la co-responsabilité
Cogestion et Cofinancement	le financement conjoint du développement agricole par l'Etat et la profession agricole (principe du co-financement) et leur gestion partagée (principe de la cogestion)
Solidarité	la solidarité entre filières, sans laquelle certaines filières ne pourront pas financer la recherche et le conseil dont elles ont besoin pour un développement durable (principe de la solidarité)
Progressivité	la mise en oeuvre des projets d'envergure commence par une phase pilote permettant de tirer les enseignements nécessaires à une mise en oeuvre efficace de la phase d'extension
Complémentarité	elle consiste à exploiter au mieux les complémentarités des ressources provenant des filières, de l'Etat et des partenaires techniques et financiers pour la mise en oeuvre des programmes de développement des filières.
Redevabilité	elle consiste à rendre compte aux filières et à l'Etat de l'utilisation des ressources allouées ainsi que des résultats obtenus à partir de ces ressources.
Genre et Durabilité	elle commande que chaque action du FIRCA participe à créer l'équité homme/femme, dans le respect des mesures environnementales et sociales.

Le FIRCA est organisé autour des points clés suivants :

- l'institution d'une cotisation professionnelle sur toutes les productions du secteur primaire
- la destination des ressources mobilisées au financement d'actions définies
- le ciblage de la cotisation professionnelle
- la fixation du niveau de cotisation par filière de production sur avis de la profession agricole concernée,
- l'utilisation des services officiels de l'Etat
- le reversement des sommes perçues au FIRCA, sans passage par les caisses de l'Etat
- le financement de programmes présentés avec l'accord des bénéficiaires et répondant à leurs besoins
- la sélection des prestataires par appel d'offres pour l'exécution des prestations
- la contractualisation des services avec les prestataires agréés
- la gestion du FIRCA par un organe comprenant l'Etat et les représentants de la profession agricole.

CHIFFRES CLES

Programme Annuel d'Actions 2015 (PAA 2015)

102 projets-actions

94 projets spécifiques émanant des programmes de développement de 20 filières
8 actions des programmes transversaux

Montant total de 13,988 milliards FCFA (+6,8%)

Domaine	Nb projets	%age	Montant	Proportion
Recherche Appliquée	29	28,4	1,640	11,7
Conseil Agricole	13	12,8	9,870	70,6
Formation Professionnelle Agricole	13	12,8	0,468	3,4
Renforcement des Capacités/Appui aux OPA	24	23,5	0,572	4
Etude d'Accompagnement	15	14,7	0,697	5
Programmes Transversaux	8	7,8	0,733	5,3

Le FIRCA a joué le rôle d'Agence de Coordination Technique et Fiduciaire pour la mise en œuvre de 5 Programmes de Développement Agricole Conventionnés (PPAAO/WAAPP, PRRC, ECAFC, PARFACI, SPS Cacao Africain) financés ou cofinancés avec les partenaires au développement.

A ce titre, il a coordonné la mise en œuvre des 53 projets-actions constitutifs des Programmes de Travail et Budgets Annuels (PTBA) 2015 de ces 5 programmes.

Ces actions se répartissent, selon les programmes, comme suit :



• le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), avec un budget de 1 305 187 600 FCFA, dont 95 187 600 FCFA pour le financement de 16 projets-actions du PPAAO/WAAPP 1B et 310 000 000 FCFA pour le financement de 2 projets-actions du PPAAO/WAAPP 1C



• le Projet de Relance de la Recherche Cotonnière (PRRC), avec un budget d'environ 815 millions de FCFA (1 243 430 Euros), destiné au financement de 12 actions



• le Projet d'Externalisation du Conseil Agricole dans la Filière Coton (PECAFC), disposant d'un budget d'environ 2,188 milliards FCFA (3 334 918 Euros), pour le financement de 7 actions



• le Projet de renforcement des capacités SPS en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides dans le cacao et maintenir l'accès au marché (Projet SPS Cacao Africain), avec un budget de 172 363 000 pour le financement de 11 actions.



• le Programme d'Appui à la Relance des Filières Agricoles (PARFACI) pour un montant global de 5 323 214 000 FCFA pour le financement des activités portant sur 5 volets de la composante Productions Vivrières du programme (volet piscicole, volet porcine, volet légumes, volet maïs, volet soja).

FAITS MARQUANTS

Malgré la faiblesse des cours mondiaux de la plupart des produits agricoles, la Côte d'Ivoire continue d'enregistrer depuis 2013, une amélioration continue des niveaux de sa production agricole.

Cacao 1 780 000 tonnes (+ 23%.)

Caoutchouc sec 340 000 tonnes (+7%)

Huile de palme 424 000 tonnes (+7%)

Coton graine 450 000 tonnes (+12%)

Anacarde 702 000 tonnes (+25%)

Riz blanchi 1 343 000 tonnes (+10%)

avec une amélioration significative des rendements, de 0,5 tonne/ha de riz pluvial à 1,5 tonne/ha et de 3 tonnes/ha de riz irrigué à 5 tonnes/ha.

En 2014, la couverture en consommation de riz est assurée à hauteur de 75% contre 50% en 2012.

Mangue 22 000 tonnes exportées (+7%).

Sur une production annuelle de plus de 110 000 tonnes de mangues, on enregistre une perte post récolte élevée, ayant amené le FIRCA à expérimenter, au sein de trois coopératives, des unités de séchage de mangue. Ces trois coopératives ont pu exporter, en 2015, plus de 10 tonnes de mangue séchée sur le marché international.

MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

Capitaliser pour investir dans la durabilité

L'exercice 2015 a été marqué par la signature d'accords pour la gestion de 6 nouveaux Programmes de développement agricole conventionnés, portant sur l'exécution de:

4 conventions signées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC)

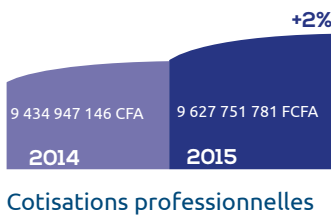
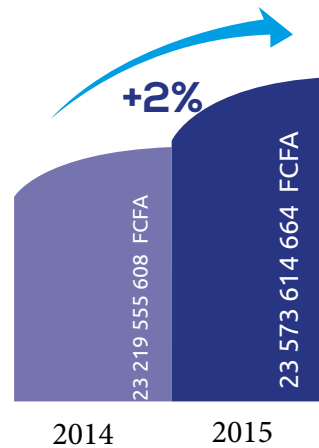
[Filière Anacarde (100 000 000 CFA),
Filière Hévéa (300 000 000 FCFA),
Filière Cacao (763 283 283 FCFA),
Filière Palmier (100 000 000 FCFA)

1 convention signée avec le Conseil du Coton et de l'Anacarde pour le Projet Initiative pour le Cajou Africain (iCA)

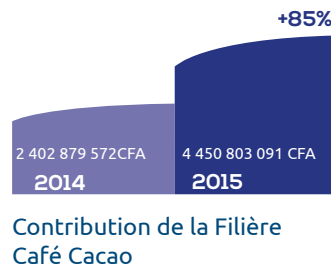
34 800 000 FCFA

1 convention signée avec le Conseil du Coton et de l'Anacarde, dans le cadre du Projet de Renforcement des capacités des acteurs de la Filière Anacarde en Afrique de l'Ouest du CORAF/WECAR 60 000 dollars US

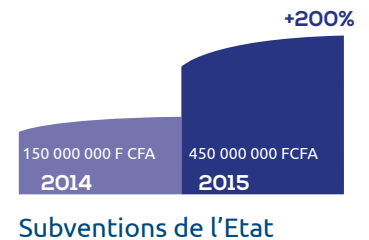
Les ressources globales mobilisées au 31 décembre 2015



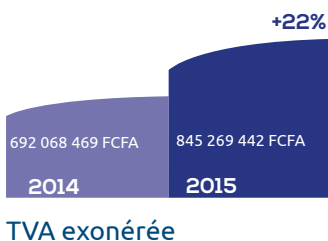
Cotisations professionnelles



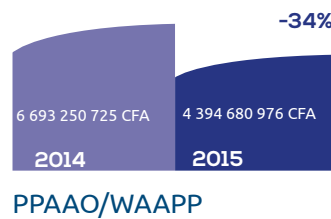
Contribution de la Filière Café Cacao



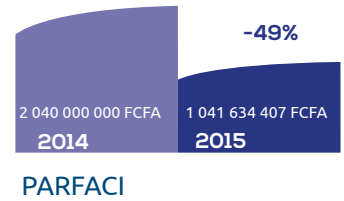
Subventions de l'Etat



TVA exonérée



PPAAO/WAAPP



PARFACI

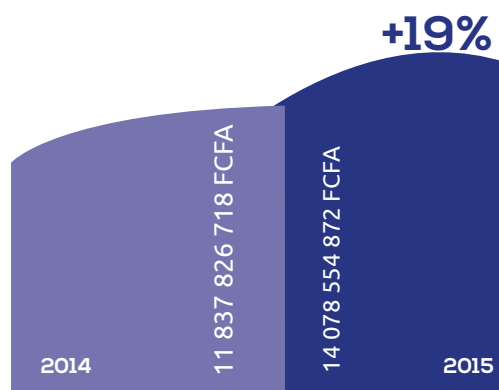


Ce montant total de **23 573 614 664 FCFA**, provient de 4 sources essentielles, à hauteur de :

SOURCES	MONTANT	
cotisations des filières agricoles	14 078 554 872 FCFA	60%
partenaires au développement	7 894 835 849 FCFA	34%
subventions directes et indirectes (TVA exonérée) de l'Etat	1 295 269 442 FCFA	5%
produits bancaires	304 954 501 FCFA	1%

Bilan total des ressources mobilisées auprès des 12 filières agricoles cotisantes au cours de l'exercice 2015.

Taux de mobilisation des cotisations de 99% par rapport aux prévisions.



Le bilan total des ressources mobilisées auprès des 12 filières agricoles cotisantes au cours de l'exercice 2015, s'établit à **14 078 554 872 FCFA**, (+19%), avec un taux de mobilisation des cotisations de 99% par rapport aux prévisions.

En fonction des niveaux de mobilisation, les filières ayant participé à la cotisation professionnelle en 2015 peuvent être catégorisées comme suit

Niveau de mobilisation de ressources supérieur à 100%

ANACARDE	120%
BANANE	108%
COTON	105%
PECHE	101%

Niveau de mobilisation égal aux prévisions

HEVEA	100%
--------------	-------------

Niveau de mobilisation acceptable, avoisinant 100%

CAFÉ CACAO	96%
PALMIER À HUILE	93%

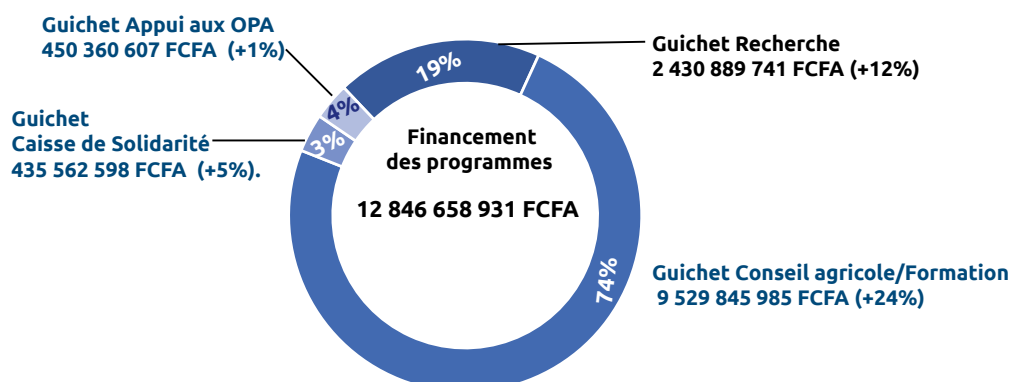
Niveau de mobilisation moyen, supérieur à 50%.

AVICOLE	78%
MANGUE	75%

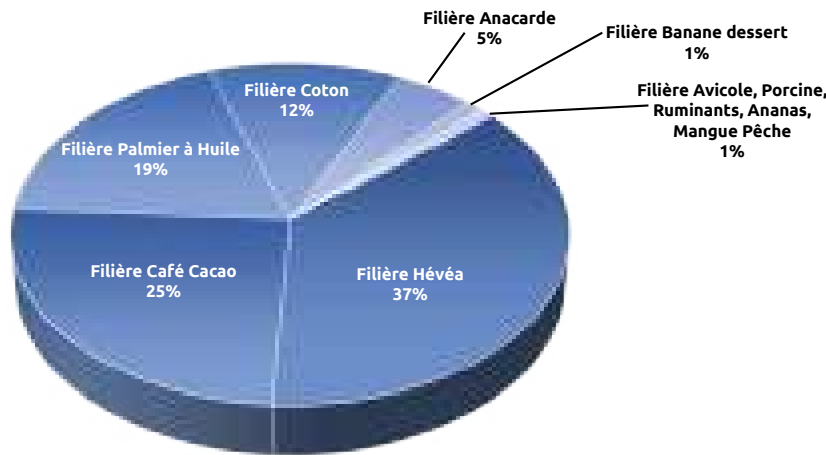
Niveau de mobilisation jugé faible, inférieur à 50%.

PORC	17%
-------------	------------

Sur le montant total de **14 078 554 872 FCFA** mobilisé auprès de l'ensemble des filières cotisantes, **12 846 658 931 FCFA**, soit **91%** ont été affectés, en 2015, au financement des programmes de développement des filières (PDF).



Depuis le démarrage des activités du FIRCA, de 2004 à fin décembre 2015, le cumul des cotisations mobilisées auprès des filières agricoles s'établit à **80 149 776 828 FCFA**.



Le fonctionnement du FIRCA a été assuré, au cours de l'exercice, à hauteur de 12% par toutes les filières agricoles.

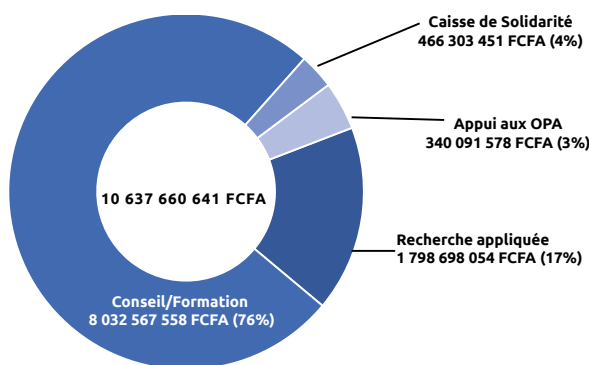
Mais, en tenant compte des filières participant au mécanisme de cotisation professionnelle du FIRCA (hors Filières Café Cacao), cette contribution représente 5%.

Ce taux est en conformité avec les engagements pris vis-à-vis des filières lors de la mise en place du FIRCA.

Engagements pour le financement du programme de développement des filières et des programmes de développement agricoles conventionnés

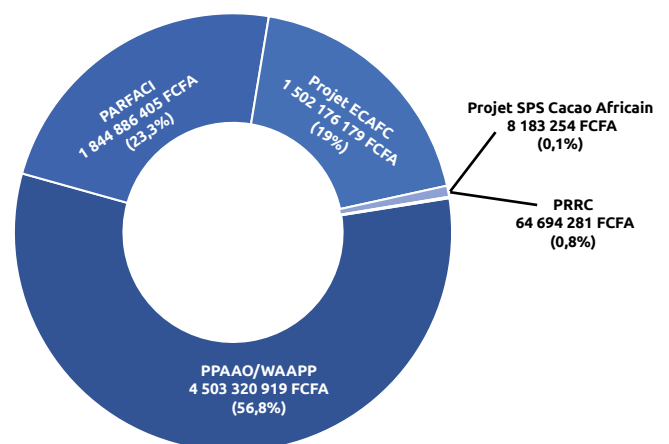
Au 31 décembre 2015, le montant engagé, au titre des contrats signés, pour le financement du Programme de Développement des Filières, s'élève à **10 637 660 641 FCFA** (+8%)

Le montant des engagements en 2015 se répartit selon les guichets de financement comme suit :



Les engagements de l'exercice 2015, au titre des Programmes de Développement Agricole Conventionnés, s'établissent à **7 923 261 038 FCFA**. (- 22%).

Le montant des engagements pour l'exercice 2015 se répartit selon les Programmes Conventionnés comme suit :



Synthèse de la gestion des programmes de développement des filières et des programmes de développement agricole conventionnés

Les résultats présentés concernent l'ensemble des programmes conduits par le FIRCA, en l'occurrence, les Programmes de Développement des Filières, financés principalement par les cotisations des filières et les Programmes de Développement Agricoles Conventionnés, financés par ou avec les partenaires au développement.

PROJETS DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES

Contribuer à la performance des filières agricoles

PROGRAMMES SUR FINANCEMENT DES COTISATIONS PROFESSIONNELLES

Sur 102 projets du PAA 2015, 92 projets sont exécutés ou en cours d'exécution, soit un taux de réalisation de 90,2%. En 2014 et 2013, ce taux de réalisation était respectivement de 81% et de 83%.

Selon les domaines d'intervention du FIRCA, les 92 projets exécutés et/ou en cours d'exécution à fin décembre 2015, se répartissent comme suit :

Recherche appliquée 29/29 projets 100%

Conseil agricole 13/13 projets 100%

Formation professionnelle agricole 15/15 projets 100%

Appui aux OPA 23/28 projets 82%

Etude 12/17 projets 71%

Programmes de développement agricole conventionnés :

Au titre du PPAO/WAAPP, le PTBA révisé prévoit 77 actions pour le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO/WAAPP), dont 50 actions pour le volet PPAO/WAAPP 1B et 27 actions pour le volet PPAO/WAAPP 1C.

Les niveaux de réalisation à la fin de l'exercice 2015 sont :

- 96% pour le volet PPAO/WAAPP 1B (48 actions réalisées ou en cours de réalisation sur les 50 prévues au PTBA 2015)
- 81% pour le volet PPAO/WAAPP 1C (22 actions réalisées ou en cours de réalisation sur 27 prévues au PTBA 2015).

Au titre du PRRC, toutes les 11 actions programmées au PTBA 2015 sont exécutées ou en cours de réalisation, soit un taux de réalisation de 100%.

Au titre du projet ECAFC, toutes les 14 actions prévues au PTBA 2015 sont exécutées ou en cours d'exécution, soit un taux de réalisation de 100%.

Au titre du SPS Cacao Africain, 54% des actions (7 actions sur 13 programmées) ont été exécutées à la clôture du projet.

Au titre du PARFACI, le niveau de réalisation des 5 volets du PARFACI est de 93% (45 actions sur les 48 prévues), se répartissant comme suit :

- 90% pour le volet piscicole (9 actions sur les 10 prévues)
- 80% pour le volet porcin (8 actions sur les 10 prévues)
- 100% pour le volet des légumes (12 actions sur les 12 prévues)
- 100% pour le volet maïs (8 actions sur les 8 prévues)
- 100% pour le volet soja (8 actions sur les 8 prév)

DONNÉES SPÉCIFIQUES SUR LA GESTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES ET DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE CONVENTIONNÉS

Filière Café Cacao

7 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Café-Cacao dont 3 projets de recherche appliquée, 3 projets de conseil /vulgarisation agricole et 1 projet de renforcement des capacités des OPA.

Le financement provient des ressources mobilisées auprès du Conseil du Café-Cacao.

Les travaux de recherche réalisés sur le Swollen Shoot ont permis (i) la mise au point de 8 hybrides de cacaoyers prometteurs par rapport à leur tolérance à la maladie du Swollen Shoot (ii) la mise à jour du catalogue de plants hôtes et la démonstration que les plantes réservoirs du virus (Taro, Manioc et Crommelina) ne transmettent pas la maladie.

L'appui aux producteurs pour une production durable du café et du cacao a permis de toucher 233 000 producteurs dont 3,5% de femme.

De façon thématique, cet appui a été matérialisé par la formation de 68 778 producteurs aux techniques de réhabilitation et à la gestion des déprédateurs, 98 700 producteurs à la qualité du produit, 28 298 producteurs aux techniques de plantation/régénération, 8 520 producteurs aux techniques de gestion de la maladie de Swollen Shoot, etc. En outre, dans le cadre du programme national de la relance de la production caféière, 7 500 000 plantules de café, correspondant à 5 000 ha, ont été distribuées aux producteurs.

Le Projet de Renforcement des Capacités Sanitaires et Phytosanitaires du Cacao Africain (SPS Cacao Africain) qui a pris fin en juin 2015, a permis l'équipement du Laboratoire du LANADA pour renforcer ses capacités d'analyse des résidus de pesticides dans le cacao ; la formation de 139 Responsables de l'administration (Ex MINAGRI, Douanes, Ministère de Commerce, Ministère de la Sécurité, Ministère de la Défense) à la gestion efficace des problèmes liés aux pesticides, notamment la fraude et la contrefaçon ; la formation de 402 producteurs et 432 dirigeants de coopératives sur les mesures SPS à appliquer dans le processus de production et de traitement du cacao ; le développement d'outils didactiques et de sensibilisation à l'endroit de producteurs et autres acteurs de la chaîne de commercialisation nationale du cacao et la mise en évidence partielle des substances actives appartenant aux familles des Pyréthriinoïdes et des Néonicotinoïdes comme constituant les principaux pesticides ayant des teneurs résiduelles dans le cacao, supérieures aux Limites maximales de résidus (LMR) fixées par le Codex Alimentarius et l'Union Européenne.

Filière Cola

4 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Cola, dont 2 projets de recherche appliquée et 2 projets de renforcement des capacités des OPA. Leur financement provient de la Caisse de Solidarité.

Les actions initiées dans cette filière (qui sont encore en cours) devront à terme aboutir à une meilleure productivité des vergers colatiers et à la maîtrise des techniques de conservation des noix de cola à l'état frais.



Filière Hévéa

17 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Hévéa, dont 10 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole, 3 projets de formation aux métiers agricoles, 2 projets de renforcement des capacités des OPA et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de cette filière.

Les projets de recherche en cours ont enregistré des acquis transférables aux producteurs.

Ainsi, il est recommandé le retrait du clone IRCA18 de la vulgarisation, pour sa forte sensibilité au *Corynespora* spp.

Quatre fongicides ont été jugés efficaces contre ce champignon en jeune culture.

Le glyphosate qui assure un bon contrôle des Loranthacées (plantes parasites de l'hévéa) en station de recherche est au stade de pré-vulgarisation dans les sociétés agroindustrielles d'hévéa.

De même, il a été mis au point une clef d'identification des clones vulgarisés en Côte d'Ivoire.

Le programme d'assistance technique a touché **140 000 planteurs** opérant sur un verger hévéicole total de **461 000 ha**.

Les actions de formation aux métiers ont permis la formation de 60 régisseurs, de 2791 nouveaux saigneurs, le recyclage de 4 324 saigneurs et le perfectionnement in situ de 14 562 saigneurs. Par ailleurs, 25 coopératives bénéficient d'un programme d'appui.

Ce programme a permis, entre autres réalisations, de renforcer les capacités en fiscalité des sociétés coopératives de 22 comptables, 22 directeurs et 24 présidents de coopératives ; la formation de 7 présidents sur le processus de passation des marchés, le regroupement des 8 coopératives appuyées en Groupement d'Intérêt Economique (GIE) pour l'achat groupé d'intrants et de matériels agricoles, etc.

Filière Karité

4 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Karité, dont 1 projet de recherche appliquée, 1 projet de formation aux métiers agricoles et 2 projets de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité.

Les appuis du FIRCA ont consisté en la formation de 75 femmes des zones de production aux métiers du karité et à l'organisation d'un voyage d'étude au Burkina Faso et au Ghana, afin de s'imprégner des technologies et innovations existantes. Une étude diagnostique de la filière a également été réalisée.

Elle a permis, notamment, de déterminer les zones favorables à la culture du karité, son importance économique, les circuits de commercialisation des noix ainsi que du beurre de karité issu de la transformation artisanale.



Filière Palmier à Huile

9 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Palmier à Huile, dont 5 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole, 1 projet de formation aux métiers agricoles et 2 études d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de cette filière.

Les travaux de recherche conduits ont permis (i) l'obtention de 3 hybrides à fort potentiel de production, issus du 2ème cycle de recherche du bloc génétique du palmier à huile, (ii) la fixation du seuil minimum de maturité pour le déclenchement des récoltes des régimes en plantation à un fruit détaché et (iii) la sélection de 2 produits chimiques efficaces pour lutter contre *Coelonomadora lamensis*.

Un dispositif renforcé et opérationnel constitué de 229 encadreurs, 41 superviseurs et 13 chefs d'exploitation a été déployé, sous l'égide des Sociétés Coopératives de la filière, pour encadrer 36 215 planteurs de palmier à huile.

Par ailleurs, les études réalisées sur l'environnement économique de l'huile de palme dans les espaces **UEMOA** et **CEDEAO** ont permis d'élaborer une stratégie pour l'amélioration de la commercialisation de l'huile de palme ivoirienne et des produits dérivés dans la sous-région et d'estimer la projection de la demande régionale d'huile de palme et des produits dérivés à **1,678 million de tonnes en 2020** et à **6,582 millions de tonnes à l'horizon 2050**

Filière Cocotier

3 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Cocotier, dont 2 projets de recherche appliquée, 1 projet de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité.

Les travaux de recherche sur la protection des cocoteraies ivoiriennes contre *Pseudotheraptus devastans* ont permis de mettre en évidence 4 plantes dont les extraits aqueux se sont révélés efficaces contre cet insecte à différents stades de son développement.

Dans le cadre de la lutte contre le jaunissement mortel des cocotiers dans le Département de Grand Lahou, 25 espèces d'insectes supposées être des vecteurs de la maladie ont été recensées.

De même, des tests de tolérance à la maladie sont en cours sur plusieurs cultivars.

L'appui à la mise en conformité des sociétés coopératives par rapport aux textes de l'OHADA a débouché sur la collecte des données devant permettre l'adaptation des Statuts et Règlement intérieur, l'élaboration des supports pédagogiques de formation, ainsi que des manuels des procédures de gestion.

Filière Coton

6 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Coton, dont 3 projets de recherche appliquée, 2 projets de conseil /vulgarisation agricole et 1 projet de formation aux métiers agricoles.

Leur financement provient des cotisations de cette filière, des ressources du Projet de Relance de la Recherche Cottonnière (PRRC) et du Projet d'Externalisation du Conseil Agricole dans la Filière Coton (ECAFC).

D'importants résultats, ayant une incidence certaine sur l'amélioration des performances des exploitations cotonnières et des revenus des producteurs, ont été générés par les projets de recherche sur le coton.

Ainsi, contre les nuisibles émergents, ISOMATE FCM réduit les niveaux d'infestation du *Cryptoleba leucocetra* de 70 à 90%, avec un gain de rendement de 600 kg/ha et un revenu de 150 000 à 250 000 FCFA.

Cinq herbicides sont efficaces contre *Digittaria insularis* et deux contre *Euphorbia heterophylla*.

Deux nouvelles formules d'engrais, l'une adaptée aux zones agro climatiques du Nord-Ouest et du centre et l'autre aux zones du Nord et du Sud-Centre ont été développées et sont en cours de confirmation.

De nouvelles variétés de cotonnier tolérantes à la virescence et à la fusariose et des variétés adaptées aux différentes conditions agro-écologiques ont été mises au point.

Leur vulgarisation permettra un supplément de production de 300 à 700 kg/ha, avec une amélioration du revenu des producteurs de coton compris entre 75 000 FCFA et 175 000 FCFA/ha.

L'association coton-arachide améliore la productivité des parcelles cultivées et accroît le rendement du coton de 15 à 50%.

L'assistance technique aux producteurs du coton a abouti, au cours de la campagne 2014-2015, à la mise en culture de 896 644 ha dont 414 670 ha de coton (46%) et 481 974 ha de vivrier (54%). Les vivriers sont principalement le riz, le maïs, l'arachide et l'igname. La campagne 2014 – 2015 a enregistré une production de coton graine



évaluée à 450 138 070 kg contre 402 468 691 kg en 2013 – 2014, soit une hausse de 12%, et un rendement de 1 086 kg/ha de coton graine contre 1 126 kg/ha en 2013-2014, soit une baisse de 3,6%. 100 000 exemplaires du manuel du producteur de coton et 1 400 exemplaires du guide du Conseiller Agricole (en 5 tomes) ont été édités.

Filière Anacarde

5 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Anacarde, dont 2 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole et 2 projets de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient des cotisations de cette filière.

Des ressources complémentaires sont également mobilisées à travers le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC), le Projet Initiatives pour le Cajou Africain (iCA) pour le conseil agricole et le CORAF/WECARD pour la recherche.



Les activités de recherche sur l'amélioration variétale de l'anacardier ont permis la mise à disposition des producteurs, en 2015, des plants greffés, pour une superficie de 274 ha.

Par ailleurs, au niveau des acquis scientifiques, 209 arbres hauts producteurs ont été identifiés dont 10 ont un rendement supérieur à 20kg/arbre/an.

9 cartes sanitaires des ravageurs et 4 cartes relatives aux maladies ont été élaborées relativement aux 9 principaux ravageurs et 4 principales maladies identifiés dans le verger anacardier ivoirien.

Le conseil agricole dédié aux producteurs d'anacardier est entré dans sa phase active, par le diagnostic de 4 301 exploitations, la formation de 102 282 producteurs aux bonnes pratiques agricoles, la sensibilisation de 60 848 producteurs à la vente groupée, l'organisation de 786 ventes groupées portant sur 10 331 tonnes pour le compte de 13 215 producteurs, la création de 152 marchés de cajou avec la participation de 5751 producteurs pour la mise en vente de 3 986 tonnes de noix.

Les professionnels de la filière ont été appuyés, pour la mise en place d'une Organisation Interprofessionnelle, à travers l'élaboration des critères d'éligibilité et de représentativité des différents collègues au sein des instances de gouvernance.

Filière Canne à sucre

Une étude préparatoire à la mise en œuvre du conseil agricole dans la filière de la canne villageoise a été conduite en 2015 sur financement de la Caisse de Solidarité.

Cette étude a débouché sur une proposition de cadre de collaboration, de gestion et de financement de l'encadrement dédié.

Filière Ananas

Un projet de recherche appliquée a été conduit en 2015 pour la Filière Ananas.

Son financement provient des cotisations de la filière et de la Caisse de solidarité.

Deux itinéraires techniques adaptés à la production d'ananas de la variété MD2 ont été développés, l'un pour les zones de Bonoua et Dabou, donnant des rendements de 80 tonnes/ha d'ananas export et l'autre pour la zone de Tiassalé, avec des rendements de 70 tonnes/ha d'ananas export aux densités de 70 000 plants/ha.

Filière Banane Dessert

7 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Banane Dessert, dont 5 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de la filière.

Les projets de recherche ont produit des acquis importants.

Ainsi, au niveau de la lutte contre la cercosporiose du bananier, le regain d'efficacité des fongicides de la famille des benzimidazoles a été mis en évidence.

Ils peuvent à nouveau être utilisés dans les bananeraies.



Un champignon entomopathogène ainsi que les méthodes pour sa production ont été développés pour la lutte contre le charançon noir du bananier.

Les pesticides efficaces pour lutter contre les champignons post récolte ont été déterminés et leur liste communiquée aux producteurs de banane dessert.

Filière Mangue

3 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Mangue, dont 1 projet de conseil /vulgarisation agricole et 2 projets de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient des cotisations de la filière et de la Caisse de solidarité.

6 000 exemplaires du guide des méthodes efficaces de lutte contre les mouches des fruits ont été édités et diffusés aux acteurs de la filière.

En outre, 3 unités de séchage de mangue (Korhogo, Ferké et Boundiali) ont été appuyées et sont fonctionnelles.

10 tonnes de mangue séchée ont ainsi été exportées sur le marché international pour cette première campagne.

Filière Riz

16 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Riz, dont 5 projets de recherche appliquée, 5 projets de conseil /vulgarisation agricole, 4 projets de formation aux métiers agricoles, 1 projet de renforcement des capacités des OPA et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité et du PPAAO/WAAPP.

Selon les zones, les doses optimales d'engrais en riziculture pluviale ont été déterminées. Elles sont de 75 kg/ha de NPK et 75 kg/ha d'urée à Man et Bongouanou, de 150 kg/ha de NPK à Ferkessedougou.

De même, les dates optimales de semis du riz pluvial ont été actualisées, en fonction de la durée du cycle de culture.

En outre, la multiplication des semences améliorées de riz se poursuit dans différentes localités et 50 tonnes de semences améliorées ont été produites en 2015.

En vue de la professionnalisation des acteurs de la Filière Riz, les guides pédagogiques de formation aux 4 métiers majeurs de la filière (Riziculteur, Producteur de semences, Machiniste d'engins agricoles, Machiniste d'unité de transformation) ont été élaborés.

De même, 386 femmes ont été formées à la technologie introduite de la Guinée pour l'étuvage de riz.

Cette technologie améliore le rendement du riz étuvé décortiqué, passant ainsi de 50-62% (ancienne méthode) à 77% (nouvelle méthode).

Filière Maïs

12 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Maïs, dont 4 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole, 5 projets de formation aux métiers agricoles, 1 projet de renforcement des capacités des OPA et 1 étude d'accompagnement. *Leur financement provient de la Caisse de Solidarité, du PPAAO/WAAPP et du PARFACI.*

L'appui à la Filière Maïs a permis

(i) d'apporter l'assistance technique pour la mise en place de 2 107 ha de production de maïs,

(ii) l'acquisition de 18 cocons de 100 T et de 20T et de 5000 égraineuses manuelles et à manivelles de maïs pour les producteurs et

(iii) l'amélioration du système de commercialisation des produits par l'extension du dispositif du Bureau de vente des Producteurs (BVP) dans 4 nouvelles régions (Bélier, Gontougo, Poro et Tchologo), le renforcement des capacités matérielles du BVP par l'acquisition d'un véhicule, de GPS et de matériels informatiques ainsi que la diffusion (par l'OCPV/RONGEAD) de bulletins électroniques



(chaque quinzaine) et d'un bulletin physique sur les prix des produits agricoles.

La valorisation du maïs a abouti à la production de farine panifiable. Cette farine est utilisée dans la fabrication de pain composé contenant 15% de farine de maïs et 85% de farine de blé.

Filière Banane Plantain

7 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Banane Plantain, dont 3 projets de recherche appliquée, 2 projets de conseil /vulgarisation agricole, 1 projet de formation aux métiers agricoles et 1 projet de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité et du PPAO/WAAPP.

Des variétés de bananier plantain adaptées aux conditions de production de la contre saison ont été identifiées pour les différentes zones écologiques.

La productivité de la plante a été améliorée par l'inoculation de souches de champignons endomycorhiziens.

Une sous filière semencière a été développée au sein de la Filière Banane Plantain.

Ainsi 108 pépiniéristes de banane plantain ont été formés et 120 sont en activité sur 126 sites de production de vivoplants disposant de 853 germeoirs.

Une assistance a été apportée aux pépiniéristes pour la production de vivoplants destinés aux besoins des planteurs dans différents systèmes de culture en Côte d'Ivoire.

A cet effet, pour la première campagne de production de plants, les pépiniéristes ont livré environ 400 000 vivoplants à la Filière Café-Cacao.

La valorisation de la banane plantain a abouti à la production de farine utilisable en pâtisserie.

Divers mets à base de farine de banane plantain ont ainsi été développés avec les pâtisseries locaux.

Filière Manioc

13 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Manioc, dont 10 projets de recherche appliquée, 2 projets de conseil /vulgarisation agricole et 1 projet de formation aux métiers agricoles.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité et du PPAO/WAAPP.

Des itinéraires techniques adaptés au contrôle de l'herbement, aux associations culturales, à la restauration et la gestion de la fertilité des sols ont été développés. Ainsi, l'approche intégrée agriculture-élevage a été améliorée par le parcage nocturne de bovins sur une période de 4 mois sur des jachères; cela entraîne une amélioration significative de la fertilité des sols par rapport aux jachères naturelles.

De même, les méthodes de lutte mises au point réduisent la sévérité des maladies en plantation et les pourritures des tubercules.

En outre, deux méthodes conçues contre le brunissement enzymatique du manioc se sont révélées efficaces pour la conservation à l'état frais.

Par ailleurs, des variétés de manioc introduites des pays tiers contribuent à une amélioration des rendements, atteignant 55 tonnes/ha.

Une sous filière semencière a été développée au sein de la Filière Manioc.

Le nombre de pépiniéristes de boutures de manioc est ainsi passé de 16 à 50 et les superficies semencières cultivées, à 96 ha.

L'introduction de nouveaux équipements (Eplucheuse de manioc, Essoreuse de pâte de manioc, Semouleur d'attiéké et Cuiseur à gaz d'attiéké) et la définition de normes de production induisent l'amorce du processus d'industrialisation de la production de l'attiéké.

La valorisation du manioc a abouti à la production de farine utilisable en panification et en pâtisserie. Cette farine est utilisée dans la fabrication de pain composé contenant 15% de farine de manioc et 85% de farine de blé. Ainsi, 2 640 000 baguettes de pain composé à base de farine de manioc ou de maïs ont été produites.

Filière Igname

3 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Igname, dont 2 projets de recherche appliquée et 1 projet de formation aux métiers agricoles.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité et du PPAO/WAAPP.

Des technologies mises au point et utilisant l'endomycorhization améliorent la croissance et la vigueur des plants, et induisent l'amélioration du rendement en tubercules de plus de 20 tonnes/ha.

De même, il a été développé une méthode de lutte intégrée combinant l'utilisation des variétés améliorées, des semences de bonne qualité, traitées avec une solution de callicuire et de tabac, ainsi que des désherbages réguliers, pour réduire l'incidence des maladies virales.

La conservation de l'igname a également été améliorée, par pulvérisation d'extraits de gingembre ou de tabac sur les tubercules.

Des pépiniéristes ont été installés pour la multiplication des semenceaux de base d'igname par la technique de bouturage et de mini set.

7 champs écoles ont été mis en place dans 7 villages des départements de Dimbokro, Bocanda, Katiola, Dabakala et Bouaké.

Au total, 203 producteurs, issus des 7 villages abritant les champs écoles, ont été formés à la mise en place de parcelles de production de semences d'igname par mini-fragment et par bouturage de tiges aériennes.

Filière Légumes

13 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière des Légumes, dont 1 projet de recherche appliquée, 3 projets de conseil /vulgarisation agricole, 2 projets de formation aux métiers agricoles, 2 projets de renforcement des capacités des OPA et 5 études d'accompagnement.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité, du PPAO/WAAPP et du PARFACI.

La production de semences des légumes de type africain a constitué une activité majeure en 2015.

Ainsi ont été produits **83,6 kg de semences dont 30 kg de semence de gombo (GB1450), 3,4 kg de semence de piment (PM17/04A), 200g de semence de tomate (TMA97) et 50 kg de semence de Soja (Canarana).**

L'appui conseil apporté aux producteurs a permis la mise en place de **8 ha de production semencière, 91 ha de production de masse de légumes et 12 ha pour l'oignon, 50 ha pour la production de masse de soja.**

Le renforcement des capacités des OPA des productions légumières a été matérialisé par la mise à disposition de matériels techniques de production et un dispositif de conditionnement et de séchage des semences produites dans les plateformes.

Il a également permis la commercialisation de 156 tonnes de légumes pour une valeur de 7 800 000 FCFA.

Filière des Ruminants

2 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière des Ruminants, dont 1 projet de conseil /vulgarisation agricole et 1 projet de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient des Cotisations de la Filière, de la Caisse de Solidarité et du PPAO/WAAPP.

Les actions conduites ont porté sur l'amélioration de la productivité des élevages.

Cela s'est traduit par l'introduction de la chèvre rousse de Maradi, dont la multiplication est rapide, dans un élevage pilote à Bouaké.

Par ailleurs, 29 boucs (de Maradi) ont été distribués dans des villages environnants.

Filière Avicole

4 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Avicole, dont 2 projets de conseil /vulgarisation agricole, 1 projet de formation aux métiers agricoles et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de la Filière et du PPAO/WAAPP.

Les actions conduites ont porté sur l'amélioration des performances des élevages de volailles traditionnelles, notamment, à travers

(i) la construction et l'équipement en matériel d'élevage de 58 poulaillers améliorés dans 4 départements du pays (Bouaké, Katiola, Ferké et Tanda)

(ii) l'introduction de 2 800 coqs améliorateurs dans les élevages, (iii) la distribution de 40 couveuses artisanales et (iv) la formation de 136 bénéficiaires aux techniques avicoles.

Par ailleurs, **3 352 571 volailles** réparties dans **1 582 localités** et appartenant à **75 073 bénéficiaires**, dont **15 960 femmes (21%)** ont été vaccinées contre la pseudo peste des volailles traditionnelles dans les zones Centre-Nord et Nord-Ouest.

Au niveau de l'aviculture moderne, ce sont 40 aviculteurs de la zone ouest qui ont été formés à la biosécurité.





fibres alimentaires, pour les aulacodes.

Filière Porcine

4 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Porcine, dont 2 projets de recherche appliquée, 1 projet de conseil /vulgarisation agricole et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de la filière, de la Caisse de Solidarité, du PPAAO/WAAPP et du PARFACI.

Les travaux de recherche entrepris ont permis la mise au point de 4 formules alimentaires à base de produits locaux pour l'élevage porcin ; et entraînent une réduction du coût des aliments, respectivement, de 37%, 31%, 33% et 19%.

Pour contribuer à la professionnalisation des acteurs de la Filière Porcine, les fiches pédagogiques, à l'usage des formateurs, pour la formation aux 3 métiers majeurs de la filière (Eleveur, Boucher et Technicien d'Élevage) ont été élaborées. En outre, divers autres appuis ont été apportés dans la promotion des produits du porc, dont **(i)** la construction d'un point de vente de la viande porcine à Bouaké et **(ii)** l'appui à l'organisation de la 1^{ère} édition du festival du porc (**FESTIPORC 2015**) à Yopougon.

Filière des Elevages Non Conventionnels (ENC)

7 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière ENC, dont 4 projets de recherche appliquée, 2 projets de formation aux métiers agricoles et 1 projet de renforcement des capacités des OPA.

Leur financement provient de la Caisse de Solidarité.

Les appuis apportés ont contribué à la constitution de paquet technologique amélioré pour la Filière des ENC.

Il s'agit, entre autres acquis, **(i)** de la Production de miels mono floraux de caféier, cacaoyer, manguier, anacardier et karité, sans produits pesticides et respectant les normes du Codex Alimentarius et **(ii)** du développement de 4 aliments iso-protéiques contenant 4 niveaux de

Filière Pêche et Aquaculture

3 projets ont été conduits en 2015 pour la Filière Pêche et Aquaculture, dont 1 projet de recherche appliquée, 1 projet de formation aux métiers agricoles et 1 étude d'accompagnement.

Leur financement provient des cotisations de la filière, de la Caisse de Solidarité et du PARFACI.

Les travaux conduits, à l'effet d'augmenter le taux de survie post-larves du silure et du mâchoiron, ont abouti à la détermination des conditions (densité de larves/litre et le système alimentaire) nécessaires pour un accroissement du taux de survie post-larves de **50 à 79 % après 49 jours d'élevage, selon les espèces.**

L'appui au développement de la pisciculture paysanne s'est traduit par la mise à disposition des pisciculteurs de **400 000 alevins mâles de tilapia** obtenus par inversion hormonale. De même, il a été amorcé la mise en place d'un réseau de professionnels de la multiplication d'alevins. Ainsi, 5 pisciculteurs multiplicateurs d'alevins ont été installés à Agboville, Abengourou, Daloa, Méagui et Odienné.

En outre, l'appui conseil à la pisciculture paysanne a consisté en l'élaboration de 1 500 plaquettes pour la sensibilisation des pisciculteurs, l'installation et la formation de plusieurs pisciculteurs des régions de Daloa, Man, Gagnoa, Abengourou, Aboisso, Yamoussoukro et Soubré.

AUTRES RESULTATS

Batir sur des fondations solides

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET PROMOTION DES FILIÈRES

Pour la communication Institutionnelle, la participation du FIRCA à divers évènements (SARA 2015, JAAD 2015, JNCC 2015, Journée de la Recherche Scientifique, Revue du Cinquantenaire de la Banque Mondiale, Conférence Internationale ECOWAP.10 etc.),

la diffusion, dans la presse écrite, Internet, la télévision et la radio nationales ainsi que les radios communautaires, de 65 reportages sur les activités du FIRCA et des programmes de développement agricole conventionnés (WAAPP, ECAFC), la participation au Salon de l'Agriculture (SARA 2015), l'inauguration de trois unités de séchage de mangue initiées par le FIRCA à Korhogo, Ferkessedougou et Boundiali, la participation à la JPORCI, etc. Les délais de diffusion dans ces médias ont été de moins de 72 heures (24 heures pour la radio nationale, 72 heures pour la télé et la presse écrite et Internet).

COOPÉRATION RÉGIONALE

La coopération régionale s'est traduite par: (i) les visites d'échanges des délégation du Ghana, du Nigeria, et du Mali auprès du FIRCA, (2) des missions d'échange avec le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) sur la création d'un Fonds Régional de Financement de l'Agriculture, (iii) l'organisation sous l'égide de la CEDEAO, du CORAF WECARD et du

En outre, divers supports de communication (3000 plaquettes de présentation, 2 000 sacs cabas, des CD-ROM Interactifs) ont été produits pour le FIRCA et le WAAPP.

Au niveau d la promotion des filières, 47 magazines télé « Terre et Progrès » ont été diffusés à la RTI;

2 numéros du journal « La Filière du Progrès » et 8 numéros du WAAPP Infos Côte d'Ivoire ont été édités et diffusés ;

22 films documentaires et "Story Telling" (sur les pépiniéristes de banane, les lauréats du SARA, l'impact du WAAPP et les technologies introduites par le WAAPP en Côte d'Ivoire etc.) ont été réalisés et diffusés;

9 manuels didactiques pour la diffusion des technologies et le renforcement des capacités des OPA ont été édités.

Hub Rural, en partenariat avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire, d'un atelier régional en septembre 2015 sur le financement durable de la recherche et du conseil agricole en Afrique de l'Ouest, (iv) la participation au processus de révision d'ECOWAP + 10 et le choix du FIRCA par les institutions de la sous région comme modèle de mise en place du financement durable dans l'espace CEDEAO.



ORGANISATION

Permettre a des hommes ordinaires de faire des choses extraordinaires

EQUIPE DIRIGEANTE



AMOIKON BANGA
PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Dr ANGNIMAN ACKAH PIERRE
DIRECTEUR EXECUTIF



ATSIN YAO LEON
DIRECTEUR EXECUTIF ADJOINT



Dr OSSENI BOURAIMA
CONSEILLER TECHNIQUE
PRINCIPAL



HOURA KOUASSI MARC
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT
ADMINISTRATION FINANCES ET
COMPTABILITE



KOUAME JOSEPH
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT CAFE
CACAO ET AUTRES PLANTES STIMU-
LANTES



LORNG JEAN PAUL
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT
DES CULTURES ANNUELLES ET
RESSOURCES ANIMALE



N'DIAYE OUMAR
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT
CULTURES D'EXPORTATIONS ET
PRODUCTIONS FORESTIERES

RESSOURCES HUMAINES

Au bilan de l'exercice 2015, les effectifs sont constitués de **86 agents**, répartis comme suit :

63 agents pour le FIRCA,

21 agents pour le PPAO/WAAPP et

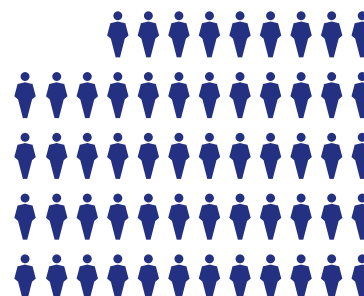
2 agents pour le PRRC/ECAFC.

Au 31 décembre 2015, le parc roulant comprend **84 engins** dont **16 affectés** aux activités de coordination des Programmes de Développement des Filières et **68** aux activités de coordination des Programmes Conventionnés.

Répartition du personnel par sexe

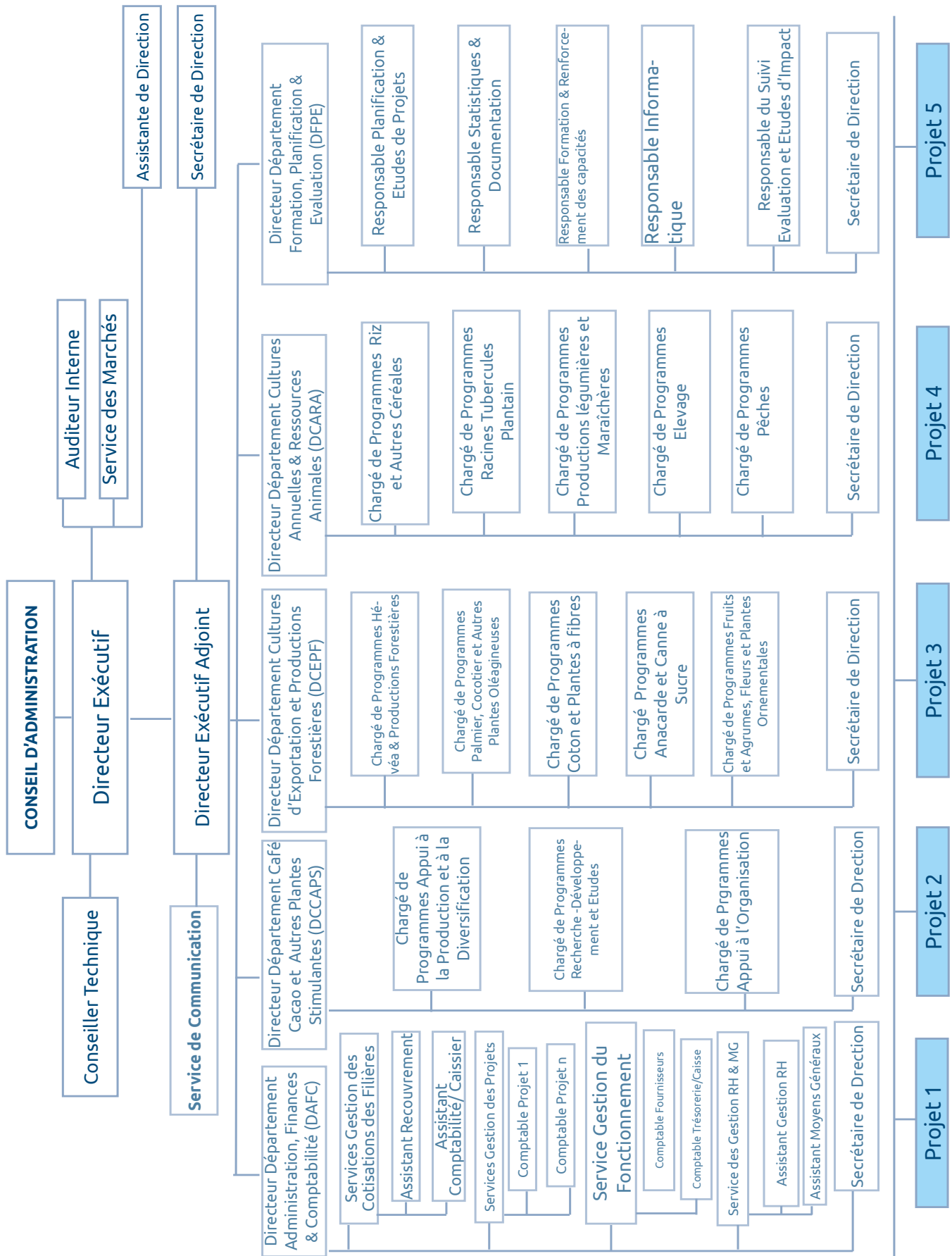


29 femmes (34%)



57 hommes (66%).

SCHEMA ORGANISATIONNEL DU FIRCA AU 31 DECEMBRE 2015



GOUVERNANCE DE L'INSTITUTION

Relever le défi de la transparence

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les organes de gouvernance du FIRCA (Conseil d'Administration et Assemblée Générale) ont tenu régulièrement et dans les délais, les sessions prévues pour l'exercice 2015.

Ainsi, les 38ème, 39ème, 40ème et 41ème sessions du Conseil d'Administration, tenues le 7 mai, le 15 juin, le 24 juin et le 17 décembre 2015 ont respectivement abouti à l'adoption (i) des rapports annuels de l'exercice (Rapport technique 2014, les comptes clos au 31 décembre 2014), (ii) du Plan stratégique 2015-2020 et du Plan opérationnel 2015-2017, (iii) du rapport de renouvellement des organes du FIRCA pour le mandat 2015-2017 et (iv) du Programme Annuel d'Actions (PAA) et du budget de l'exercice 2016.

De même, la 13ème session de l'Assemblée Générale (AG), tenue le 30 juin 2015, a permis l'approbation (i) des comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et (ii) des plans stratégiques 2015 – 2020 et opérationnel 2015 – 2017 du FIRCA.

DIRECTION EXÉCUTIVE

Le FIRCA a connu un fonctionnement optimal en 2015.

Cela s'est traduit à travers, notamment, l'organisation régulière des rencontres de coordination, la tenue des sessions du Comité des Agréments et des Marchés, le renforcement de la visibilité de l'institution tant au plan national que régional grâce à une communication institutionnelle ciblée, aux actions de promotion des filières dans la presse écrite et audiovisuelle, ainsi qu'à la diffusion des rapports

Quant à la 14ème session de l'AG, tenue le même jour, elle a consacré le renouvellement des organes de gouvernance de l'institution pour le 4ème mandat portant sur la période 2015-2017, sur la base du nouveau décret n°2015-195 du 24 mars 2015 modifiant et complétant le décret n°2002-520 du 11 décembre 2002 portant création et organisation du FIRCA.

Il est à retenir, entre autres points marquants de la 14ème session de l'AG, le relèvement de 34 à 35 du nombre de membres siégeant au CA du FIRCA et l'entrée des organismes de régulation et de développement des filières agricoles (Le Conseil du Café-Cacao, Le Conseil du Coton et de l'Anacarde et l'Office National pour le Développement de la Riziculture (ONDR) dans l'AG et le CA du FIRCA.

et documents en direction des institutions étatiques, des partenaires techniques et financiers et des acteurs des filières agricoles.

Le FIRCA a, par ailleurs, renforcé la mise en application de la décision du Gouvernement de faire du **FIRCA** un outil de coopération régionale.

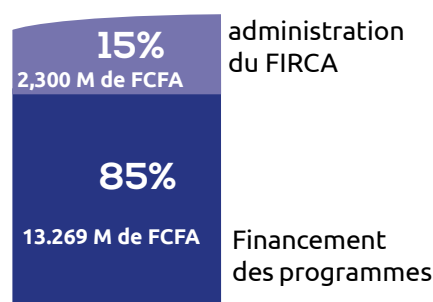
Optimiser les ressources, maximiser les résultats

ETATS FINANCIERS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DU FIRCA

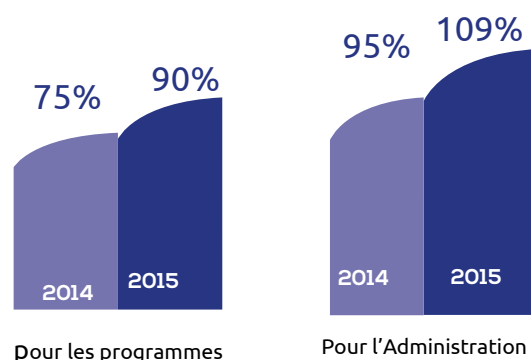
Exécution du budget 2015

- Au 31 décembre 2015, les ressources constituées pour l'essentiel des cotisations des filières, des financements des partenaires techniques et financiers et de la contribution de l'Etat ont été réalisées à hauteur de **15 569 millions** de FCFA, contre une prévision de **16 090 millions** de FCFA, soit un taux de mobilisation de **97%**.

- Contribution au financement des programmes et de l'administration du FIRCA



- Le taux de mobilisation spécifique



- Au 31 décembre 2015, les charges de fonctionnement du FIRCA ont été réalisées à **1.945 millions** de FCFA contre un montant de **1.981 millions** de FCFA prévu, soit une réalisation budgétaire de **98%**.
- Au niveau des programmes, un montant global de **11.022 millions** de FCFA a été engagé au titre des prestations pour la réalisation des programmes des Filières, y compris l'appui aux programmes et la promotion des filières.
- Depuis le début des activités (**2004 – 2015**), un montant global de **60,826 milliards de FCFA** a été engagé par le **FIRCA** au titre des prestations pour la réalisation des programmes des Filières. Sur cette période, un montant de **71,546 milliards de FCFA** a été collecté pour le financement desdits programmes.
- Le solde résultant de la confrontation entre les ressources collectées et les engagements s'établit à **10,720 milliards de FCFA** au 31 décembre 2015.

SITUATION CUMULÉE DES RESSOURCES RÉALISÉES ET DES ENGAGEMENTS POUR LES PROGRAMMES DES FILIÈRES SUR LA PÉRIODE 2004 - 2015.

COTISATIONS MOBILISÉES RECAPITULATIF PAR GUICHET		PRESTATIONS RÉALISÉES										TAUX DE CONSUMM ATION
		DISPONIBLE										
		2004/2005	2006/2007	2008/2009	2010/2011	2012/2013	2014	2015	TOTAL			
Guichet 1	14 205 086 407	60 012 188	1 550 508 736	769 854 057	2 681 858 975	1 580 194 680	1 331 507 527	1 798 698 054	9 772 634 217	4 432 452 190	68,80%	
Guichet 2	50 922 803 707	1 130 950 464	4 120 868 012	6 081 785 992	8 582 002 350	10 685 878 283	7 745 065 552	8 032 567 558	46 379 118 211	4 543 685 496	91,08%	
Guichet 3	2 796 267 775	0	114 192 037	189 271 420	221 273 966	274 189 403	281 769 822	340 091 578	1 420 788 226	1 375 479 549	50,81%	
Guichet 5	3 621 736 116	45 305 900	392 834 016	667 361 417	430 462 012	674 310 932	576 885 395	466 303 451	3 253 463 123	368 272 993	89,83%	
Appui Programmes	910 522 836			0	208 291 839	180 081 689	264 361 790	221 396 539	874 131 857	36 390 979	96,00%	
Total	72 456 416 841	1 236 268 552	6 178 402 801	7 708 272 886	12 123 889 142	13 394 654 987	10 199 590 086	10 859 057 180	61 700 135 634	10 756 281 207	85,15%	

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS

Le résultat de l'exploitation au titre de l'exercice s'est soldé par un excédent de 95 millions FCFA contre un déficit de 245 millions en 2014.

Ce résultat s'analyse comme suit :

1.151 millions de ressources des cotisations affectées au fonctionnement

300 millions de subvention accordée par l'Etat,

845 millions de TVA Exonérée

204 mille du PRAREP

3.8 millions PADEC

150 millions PARFACI

55 millions du PRRC et de **103 millions** de l'ECAFC

des revenus financiers de placement en DAT pour **304 millions** et des produits H.A.O. représentant la part mutualisée de la taxe FPC/FDFP 2013, 2014, et 2015, remboursement IFC et reprise sur les subventions pour **83 millions**.

COMPTE DE RESULTAT FIRCA

<i>En milliers de FCFA</i>	Notes	31.12.2015	31.12.2014
Produits d'exploitation	6.1	2 186 838	1 841 397
Produits accessoires			
Subventions d'exploitation		2 186 717	1 838 728
Autres produits		120	2 669
Charges d'exploitation	6.2	2 475 250	2 246 357
Autres Achats et variation de stocks		107 764	98 408
Transports		5 481	4 663
Services extérieurs		765 179	637 092
Impôts et taxes		29 105	32 722
Autres charges		415 039	374 549
Charges de personnel		1 079 200	1 028 051
Dotations aux amortissements et provisions		73 481	70 871
Résultat d'exploitation		-288 412	-404 960
Produits financiers nets		304 539	288 537
Frais financiers et charges assimilées		4 575	213 571
Résultat financier		299 964	74 966
Produits HAO		83 468	85 562
Charges HAO		0	582
Résultat HAO		83 468	84 980
Impôts sur les bénéficiaires		0	0
RÉSULTAT NET	6	95 021	-245 014

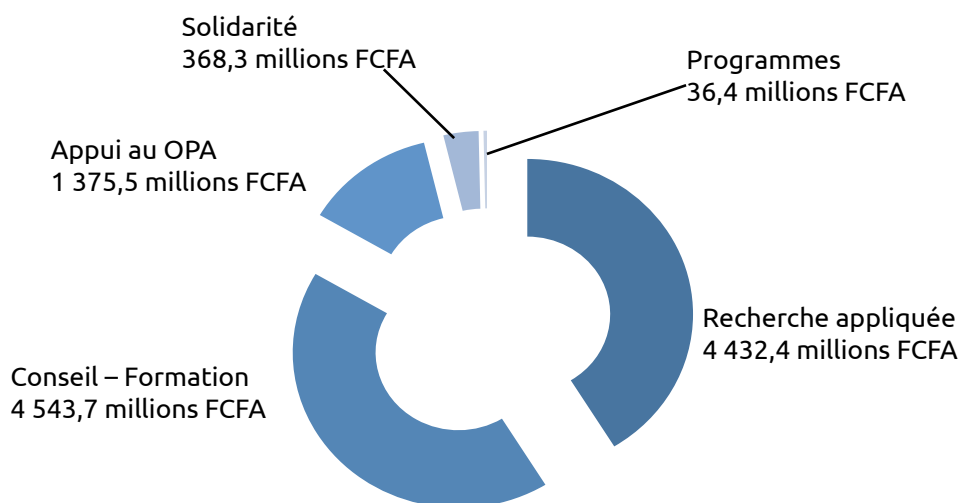
Le tableau ci-après récapitule les données relatives aux résultats sur 5 exercices.

ANNEE	2015	2014	2013	2012	2011
Résultat	95 021	-245 014	129 274	570 275	422 637

TRÉSORERIE DES PROGRAMMES

Le solde global des ressources disponibles des guichets programmes issu de la différence entre les cotisations perçues et les engagements contractés au 31/12/2015 ressort à **10.756,3 millions de FCFA**.

Selon les guichets



Selon les filières

Filières / Guichet	Montant en millions de FCFA
Hévéa	3 080,5
Palmier	1 442,7
Coton	4 426,6
Café Cacao	1 390,9
Solidarité	368,3
Avicole	55,4
Appui programmes	36,4
Porcine	21,1
Ruminants	27,9
Pêche	6,8
Anacarde	-22
Ananas Banane Mangue	-78,3



ETATS FINANCIERS DES PROJETS COFINANCÉS (PROGRAMMES CONVENTIONNÉS)

Etats financiers du PPAO / WAAPP 1B au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, les états financiers s'équilibrent en emplois et en ressources à hauteur de **19,10 milliards de FCFA**

<u>Emplois</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>31/12/2014</u>
Dépenses d'équipement	3	4 094 356	3 987 592
Dépenses d'exploitation	4	12 987 169	9 206 516
<u>Total dépenses</u>		17 081 525	13 194 108
Etat, subv équip à recevoir	5	2 894	2 894
Etat, subv exploit à recevoir	5	496	418
IDA, subv équip à recevoir	5	9 534	112 364
IDA, subv exploit à recevoir	5	94 964	141 981
IDA, DRF à établir	6	137 558	175 478
IDA, DRF en cours de remboursement	7	-	-
T.F, subv équip à recevoir		3 437	5 644
T.F, subv exploit à recevoir	5	39 342	41 672
T.F, DRF établir	6	-	91 503
T.F, DRF en cours de remboursement	7	-	-
Préfinancement accordé au PSAC	8	-	-
Préfinancement accordé au WAAPP 1.C	8	-	500
Préfinancement accordé au CORAF	8	-	-
Compte d'attente remboursement à 1C	9	45 864	-
<u>Total subventions</u>		334 089	572 454
Debiteurs divers	10	3 933	100
Debiteurs mission	10	5 230	4 095
Fournisseurs débiteurs	10	191 546	-
Avance en compte Etat	20	14 214	-
<u>Total débiteurs</u>		214 923	4 195
IDA/ Compte désigné BCEAO	11	-	-
IDA/ Compte projet BACI	11	769 886	1 265 919
T.F/ Compte désigné BCEAO	11	-	-
T.F/ Compte projet BACI	11	-	124 372
Comptes de contrepartie ETAT	11	86 418	157 616
Comptes Mat Végétal et Repro	11	35 560	-
Comptes Intérêts Crédeurs	11	583 001	-
Caisse IDA	11	407	264
Caisse Contrepartie	11	33	362
Caisse DAO	11	121	450
Virement interne	11	-	54 424
<u>Total Trésorerie</u>		1 475 426	1 603 407
TOTAL EMPLOIS		19 105 963	15 374 164

Ressources	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Subvention équip. IDA reçue	12	3 589 439	3 641 192
Subvention équip. TF reçue	13	320 620	145 550
Subvention équip. Etat reçue	14	75 272	78 580
Subvention équip. IDA à recevoir	5	9 534	112 364
Subvention équip. TF à recevoir	5	3 437	5 644
Subvention équip. Etat à recevoir	5	2 894	2 894
Produits divers obtenus	16	93 268	
<i>Sous total subv. Équip</i>		4 094 464	3 986 224
Subvention exploit. IDA reçue	12	9 260 093	7 081 558
Subvention exploit. Trust Fund reçue	13	2 721 841	1 273 457
Subvention exploit. Etat reçue	14	818 781	666 802
Subvention exploit. IDA à recevoir	5	94 964	141 981
Subvention exploit. Trust Fund à recevoir	5	39 342	41 672
Subvention exploit. Etat à recevoir	5	496	418
Produits de DAO	15	4 911	3 913
Produits divers obtenus	16	51 773	2 124
Produits de Intérêts et Matériel végétal	17	170	
<i>Sous total subv. Exploit.</i>		12 992 371	9 211 925
<u>Total subventions</u>		17 086 835	13 198 149
Avance en compte désigné IDA	18	1 500 000	1 500 000
Avance en compte désigné TRUST FUND	19	-	250 000
Avance en compte Etat	20		139 273
Compte d'attente ressources de DAO	21	4 748	5 717
Compte d'attente préfinancement	22	191 986	33 224
Compte d'attente autres ressources	23	94 504	11 345
Compte d'attente ressources CORAF	23	1 464	1 464
Compte d'attente intérêts créditeurs 1C	23	2 110	
Compte d'attente intérêts créditeurs 1B	23	12 209	
Compte d'attente ressources Mat Végétal et repro	23	35 560	
Compte d'attente remboursement à 1C	24	45 864	
<u>Total avances</u>		1 888 445	1 941 023
T.F/ Compte projet BACI	11	16	
<u>Total Trésorerie créditeur</u>		16	-
Fournisseurs	25	126 928	232 997
Créditeur Divers	26	1 140	1 995
Retenue 15% impôt foncier	27	2 599	-
<u>Total dettes</u>		130 667	234 992
TOTAL RESSOURCES		19 105 963	15 374 164

ETATS FINANCIERS DU PPAO / WAAPP 1C AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au 31 décembre 2015, les états financiers s'équilibrent en emplois et en ressources à hauteur de **3,48 milliards de FCFA**

<u>Emplois</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>31/12/2014</u>
Dépenses d'équipement	3	1 508 953	1 236 703
Dépenses d'exploitation	4	1 544 954	1 434 097
<u>Total dépenses</u>		3 053 907	2 670 800
TF, subv équip à recevoir	5	6 603	50 992
TF, subv exploit à recevoir	5	14 961	32 596
TF, DRF à établir	6		53 774
TF, DRF en Remboursement	7	11 927	-
Compte d'attente DAO	8	2 400	2 820
Compte d'attente Intérêt créditeur	9	2 110	
<u>Total subventions</u>		38 001	140 182
Débiteurs Mission	10	440	380
Fournisseurs débiteurs	10	45 864	
<u>Total Débiteur</u>		46 304	380
Comptes désigné TF	11	-	-
Compte projet TF	11	345 062	268 953
Caisse	11	165	257
<u>Total Trésorerie</u>		345 227	269 210
TOTAL EMPLOIS		3 483 439	3 080 572

Ressources	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Subvention équip. TF reçue	12	1 483 914	1 185 711
Subvention équip. TF à recevoir	5	6 603	50 992
Produits obtenus	14	18 436	
<i>Sous total subv. Équip</i>		1 508 953	1 236 703
Subvention exploit. TF reçue	12	1 499 676	1 400 309
Subvention exploit. TF à recevoir	5	14 961	32 596
Autres subventions d'exploitation reçues	13	2 084	1 572
TF, DRF à établir	6	23 251	
Produits obtenus	14	28 673	
<i>Sous total subv. Exploit.</i>		1 568 645	1 434 477
<u>Total subventions</u>		3 077 598	2 671 180
Avance TF	15	344 650	344 650
Compte d'attente ressource DAO	16	2 565	3 078
Compte d'intérêts créditeurs	17	2 368	
Remboursement du FIRCA	18	45 864	
<u>Total avances</u>		395 447	347 728
Fournisseurs	19	3 791	50 478
Fournisseurs/ Retenues de garanties	20	6 603	11 186
			-
<u>Total dettes</u>		10 394	61 664
TOTAL RESSOURCES		3 483 439	3 080 572

ETATS FINANCIERS DU PRRC AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au 29 avril 2015, les états financiers s'équilibrent en emplois et en ressources à hauteur de 968 millions de FCFA. Ces états financiers seront audités en fin de projet, comme le prévoit la Convention.

Emplois	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Dépenses d'exploitation	(3)	853	364
<u>Total dépenses</u>		853	364
Compte projet BIAO/FED	(4)	115	560
<u>Total Trésorerie</u>		115	560
TOTAL EMPLOIS		968	924

Ressources	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Subvention exploit. ETAT CI reçue	(5)	183	100
Subvention exploit. FED reçue	(6)	669	800
<u>Total subventions d'exploitation</u>		852	900
Fonds dotation à recevoir	(7)	61	
Fournisseurs facture non parvenue	(8)	55	24
<u>Total dettes</u>		55	24
TOTAL RESSOURCES		968	924

ETATS FINANCIERS DU PROJET ECAFC AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au 31 décembre 2015, les états financiers s'équilibrent en emplois et en ressources à hauteur de 2,337 milliards de FCFA.

Emplois	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Dépenses d'exploitation	3	2186	1640
Total dépenses		2186	1640
Subvention à recevoir/filière Coton	4		162
FED Subvention à recevoir	5		822
Total Subventions			984
Compte projet BIAO/FED	6	150	113
Total Trésorerie		150	113
TOTAL EMPLOIS		2336	2737

Ressources	Notes	31/12/2015	31/12/2014
ETAT Subvention exploit. reçue	7	1091	656
FED Subvention exploit. reçue	8	1095	1019
Total subventions d'exploitation		2186	1675
Fonds dotation à recevoir filière Coton	9	150	162
Fonds dotation à recevoir. FED	10		822
Autres Contributions			
Total Subventions à recevoir		150	984
Fournisseurs facture non parvenue			78
Total dettes		0	78
TOTAL RESSOURCES		2336	2737

ETATS FINANCIERS DE LA CONVENTION FIRCA – MINAGRI DE LA COMPOSANTE PRODUCTIONS VIVRIÈRES DU PROJET PARFACI

Au 31 décembre 2015, les états financiers s'équilibrent en emplois et en ressources à hauteur de **3,73 milliards de FCFA**

<u>Emplois</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>31/12/2014</u>
Dépenses d'équipement	3	327 574	55 770
Dépenses d'exploitation	4	1 806 510	223 678
<u>Total dépenses</u>		2 134 084	279 448
CF, subvention à recevoir	5	3 750	6 507
IDA, DRF à établir	6	642 285	272 941
Débiteurs mission	7	393	9 795
<u>Total subventions</u>		646 428	289 243
CF/ Compte projet ECOBANK	8	947 383	1 749 303
Caisse IDA	8	1 732	1 455
<u>Total Trésorerie</u>		949 115	1 750 757
TOTAL EMPLOIS		3 729 627	2 319 448
<u>Ressources</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>31/12/2014</u>
Subvention équipement reçue	9	327 574	-
Subvention exploitation reçue	9	1 802 760	-
Subvention équipement à recevoir	5	-	55 770
Subvention exploitation à recevoir	5	3 750	223 678
<u>Total subventions</u>		2 134 084	279 448
Avance en compte désigné CF	10	1 593 585	2 040 000
Ressources DAO	11	465	-
<u>Total avances</u>		1 594 050	2 040 000
Fournisseurs, retenue de garantie	12	1 360	-
Dettes fiscales	13	133	-
<u>Total dettes</u>		1 493	-
TOTAL RESSOURCES		3 729 627	2 319 448

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Le bilan consolidé des comptes au 31 décembre 2015 des activités ordinaires du FIRCA et des comptes des projets cofinancés (PAAO / WAAPP 1B, PAAO/WAAPP 1C, PRRC, ECAFC et PARFACI) fait ressortir un excédent de **95,021 millions FCFA** contre un déficit de 245,014 millions FCFA en 2014.

Actif

		Au 31 décembre			
		2014	2015		
(En milliers de FCFA)	Notes	Montant Net	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants Nets
Charges immobilisées		10 640 899	19 377 658	0	19 377 658
Immobilisations incorporelles		20 119	96 666	82 863	13 803
Immobilisations corporelles		5 541 177	6 661 164	386 329	6 274 835
<i>Prêts au Personnel</i>		187 413	152 305	0	152 305
<i>Dépôts et cautionnement</i>		7 660	7 660	1 167	6 494
<i>Avances et acomptes sur immo corporelles</i>		17 500	43 500	0	43 500
<i>Immobilisations financières</i>		-	0	0	0
Immobilisations financières		212 573	200 953	1 167	199 786
Actif immobilisé	2	16 414 768	25 486 299	470 359	25 015 941
Stocks		9 450	5 306	0	5 306
Créances		2 931 947	4 528 619	6 620	4 522 000
Actif circulant	3	2 941 397	4 533 925	6 620	4 527 306
Disponibilités	4	14 119 836	16 848 498	206 251	16 642 247
Total de l'actif		33 476 000	46 868 723	683 229	47 038 149

Passif

		Au 31 décembre	
		2014	2015
(En milliers de FCFA)	Notes		(Avant affectation)
Avance Initiale Projet		7 609	2 283 892
Report à nouveau		-142 934	-387 948
Résultat de l'exercice		-245 014	95 021
Subvention d'investissement		17 410 036	27 315 616
Capitaux propres	5	17 029 697	27 120 211
Dettes financières	5	21 927	3 926
Dettes fournisseurs		650 599	412 021
Dettes fiscales et sociales		281 694	134 334
Autres Dettes		15 486 673	17 181 271
Passif circulant	6	16 418 966	19 913 996
Banques, Découverts	7	5 411	16
Total du passif		33 476 000	47 038 149

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

<i>(En milliers de FCFA)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre	
		2014	2015
Subvention d'exploitation		3 842 256	3 222 215
Autres produits		2 669	120
Transfert des charges		3 445 140	16 114 956
Total des produits d'exploitation	8	7 290 065	19 337 291
Frais de personnel		1 394 728	1 079 200
Autres charges d'exploitation		6 300 297	18 546 502
Total des charges d'exploitation	9	7 695 025	19 625 703
Résultat d'exploitation		-404 960	-288 412
Revenus financiers	8	288 537	304 539
Frais financiers	9	213 571	4 575
Résultat financier		74 966	299 964
Produits H.A.O	8	85 562	83 468
Charges H.A.O	9	582	0
Résultat H.A.O		84 980	83 468
Résultat courant avant impôt		-245 014	95 021
Impôts sur les bénéfices		-	0
Résultat de l'exercice		-245 014	95 021

DIFFICULTES ET MESURES CORRECTIVES



Les difficultés de l'exercice 2015 sont essentiellement imputables au retard accusé par certains prestataires de services, dans l'exécution des contrats dûment signés. Ces retards, portant principalement sur la production et la transmission des rapports finaux des projets de développement des filières, entraînent le report systématique de leur évaluation finale qui constitue pourtant l'occasion d'identifier, de façon participative avec les acteurs des filières agricoles, les acquis transférables. Cela induit, conséquemment, le report des ateliers de restitution des résultats des projets aux bénéficiaires.

En 2015, il a été mis en place des Comités Scientifiques et Techniques (CST), constitués de chercheurs et d'enseignants chercheurs de haut niveau, spécifiquement dédiés aux programmes de recherche des filières agricoles, pour assurer, non seulement une meilleure formulation des projets à conduire, mais également garantir un suivi-évaluation efficient de la mise en œuvre de ces projets. Chaque CST, ainsi constitué, devra contribuer, pour chaque filière agricole donnée, à une meilleure programmation des projets de recherche, une bonne organisation des équipes de recherche, au suivi de l'exécution sur le terrain, à l'évaluation finale des projets, ainsi qu'à l'identification des acquis transférables et à leur restitution aux bénéficiaires.

Par ailleurs, en vue d'optimiser les ressources humaines et matérielles à mobiliser pour la génération des technologies au profit des filières agricoles, les concertations entamées avec les Universités et Grandes Ecoles (UGE) publiques de Côte d'Ivoire ont abouti à la signature, le 14 octobre 2015, de Protocoles d'Accord, portant sur les modalités de leurs interventions en matière de recherche appliquée et d'appui au développement des filières agricoles.

Les UGE concernées par ces Protocoles d'Accord sont l'Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo, l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, l'Ecole Supérieure d'Agronomie de Yamoussoukro, l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, l'Université Nangui Abrogoua d'Abobo-Adjamé et l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody.

ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE 2016

Adopté par le Conseil d'Administration le 17 décembre 2015, le PAA 2016, consacre la mise en œuvre des programmes de développement de 24 filières agricoles et des actions relevant de 6 programmes transversaux.

Un total de **172 actions-projets** sont ainsi visées pour être réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des 30 Programmes autour desquels s'articulent les activités du PAA 2016.

Le coût total des actions-projets à conduire, au titre des 24 Programmes de Développement des Filières et des 6 Programmes Transversaux, s'élève à **22,936 milliards contre 23,791 milliards** (Programmes de Développement des Filières et Programmes conventionnés inclus) en 2015, en baisse de **0,855 milliard (-3,6%)**. Ce coût se répartit selon les domaines d'intervention du FIRCA comme suit :

- **52 actions-projets** de Recherche Appliquée (30% du portefeuille des actions-projets), d'un coût de **3,592 milliards FCFA** (16% du coût total des actions-projets)
- **34 actions-projets de Conseil Agricole** (20% du portefeuille des actions-projets), d'un coût de **16,666 milliards FCFA** (73% du coût total des actions-projets)
- **22 actions-projets de Formation Professionnelle Agricole** (13% du portefeuille des actions-projets), d'un coût de **1,001 milliard FCFA** (4% du coût total des actions-projets)
- **43 actions-projets de Renforcement des Capacités/ Appui aux OPA** (25% du portefeuille des actions-projets), d'un coût de **1,044 milliard FCFA** (4% du coût total des actions-projets)
- **21 actions-projets d'Etude d'Accompagnement** (12% du portefeuille des actions-projets), d'un coût de **0,633 milliard FCFA** (3% du coût total des actions-projets).

Les 172 actions-projets du PAA 2016 concernent :

- **7 filières cotisantes autonomes** (Café Cacao, Hévéa, Palmier à Huile, Coton, Anacarde, Banane et Aviculture) pour **60 actions-projets** (représentant 35% du portefeuille des actions-projets), d'un coût total de **16,357 milliards** (soit 71% du coût total des actions-projets)
- **5 filières cotisantes non autonomes** (Ananas, Mangue, Porcine, Ruminants, Pêche et Aquaculture) pour **20 actions-projets** (représentant 12% du portefeuille des actions-projets), d'un coût global **1,049 milliard** (soit 5% du coût total des actions-projets)
- **12 filières non cotisantes** (Cocotier, Cola, Riz, Maïs, Banane Plantain, Racines et Tubercules, Papaye, Karité, Gingembre, Légumes et Maraîchers, Soja, Elevages Non Conventionnés) pour **84 actions-projets** (représentant 49% du portefeuille des actions-projets), d'un coût total de **5,018 milliards** (soit 22% du coût total des actions-projets)
- **6 Programmes Transversaux** (Formation aux Métiers, Conseil de Gestion, Résilience face au Changement Climatique, Réseau et Coopération, Planification et Suivi-évaluation, Promotion des filières agricoles) pour **8 actions** (représentant 5% du portefeuille des actions-projets), d'un coût total de **0,512 milliard** (soit 2% du coût total des projets-actions).

Le montant total requis pour le financement des actions-projets du PAA 2016, à mobiliser auprès de 3 principales sources de financement du FIRCA, se présente comme suit :

- **14,263 milliards** (62% du coût total des actions) à financer par les filières agricoles
- **0,661 milliard** (3% du coût total des actions) à financer par l'Etat
- **8,012 milliards** (35% du coût total des actions) à financer par les partenaires techniques et Financiers.

CONCLUSION



L'exercice 2015 du FIRCA a enregistré des résultats importants tant au niveau de la mobilisation des ressources financières qu'au niveau de la gestion des programmes de développement agricole.

Les performances de l'agriculture ivoirienne, depuis la sortie des crises successives qui ont contrarié profondément son développement, s'expliquent par une politique agricole soutenue du Gouvernement, le dynamisme des filières agricoles et les divers appuis apportés, notamment, à travers le FIRCA, au secteur de la recherche appliquée, de l'assistance technique aux producteurs, ainsi que la formation et le renforcement des capacités des principaux acteurs des différentes organisations et groupements professionnels agricoles.

Néanmoins, les rendements des exploitations agricoles restent encore relativement faibles, rappelant ainsi la nécessité de redoubler d'efforts avec, entre autres objectifs, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles, la stabilisation des systèmes de culture face aux changements climatiques et le renforcement du financement des exploitations agricoles.

Le développement de la coopération régionale a permis au FIRCA d'asseoir sa notoriété, au niveau de la CEDEAO, comme un modèle de financement pérenne de la recherche et du conseil agricole, à promouvoir en Afrique de l'Ouest. En somme, la poursuite de la mobilisation de ressources par le FIRCA, pour le financement de la "Filière du Progrès", devrait contribuer à assurer à la Côte d'Ivoire une agriculture dynamique, innovante et performante, qui génère des revenus substantiels aux producteurs, garantit la sécurité alimentaire, assure l'approvisionnement en matières premières agricoles de qualité à un secteur agro-industriel locale diversifié et qui demeure une source importante de création de richesse pour l'Etat.

Le FIRCA est et demeure un instrument de développement au service des producteurs, des partenaires techniques et financiers et de l'Etat. Il renforce son engagement au service d'une agriculture moderne, performante, attrayante pour les jeunes et pour les femmes. Cet engagement se traduit par la recherche et la mise en oeuvre de solutions innovantes, afin de pérenniser les ressources disponibles pour le service aux filières, de capitaliser les acquis de la recherche et de d'insufler au secteur agricole une dynamique de développement.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACA	: Association Cotonnière Africaine
2QC	: Programme Quantité, Qualité et Croissance (Café-Cacao)
ACEPACI	: Association des Clubs Etudiants et Professionnels de l'Agriculture de Côte d'Ivoire
ACET	: Aulacoderie Centrale et d'Expérimentation de Toumodi
ACP	: Afrique Caraïbe Pacifique
AFD	: Agence Française de Développement
AGRA	: Alliance pour la Révolution verte en Afrique
AIPH	: Association Interprofessionnelle de la Filière Palmier à Huile
ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANAPROMCI	: Association Nationale des Producteurs de Maïs de Côte d'Ivoire
APDRACI	: Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique tropicale humide de Côte d'Ivoire
APROCANCI	: Association des Producteurs de Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
APROMAC	: Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
ARAA	: Agence Régionale de l'Agriculture et de l'Alimentation
BAD	: Banque Africaine de Développement
BANACI	: Bananes Antilles Côte d'Ivoire
C2D/PARFACI	: Contrat de Désendettement et de Développement / Programme d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire
CAM	: Comité des Agréments et des Marchés
CAPS	: Cellule d'Appui au Programme Sucrier
CCCCI-UE	: Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne
CCIC	: Comité Consultatif International du Coton
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGM	: Coton Génétiquement Modifié
CIDT	: Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles
CIRAD	: Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le développement
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRA	: Centre National de Recherche Agronomique
CNS-BP	: Centre National de Spécialisation de la Banane Plantain
COIC	: Compagnie Ivoirienne de Coton
COPHESUDCO	: Coopérative des Producteurs d'Hévéa du Sud Comoé
CORAF/WECARD	: Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles
CRIG	: Institut de Recherche sur les Cultures du Ghana
CRO	: Centre Recherches Océanologiques
CST	: Comité Scientifique Technique
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DOPA	: Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DPVQ	: Direction de la Protection des Végétaux et de la Qualité
DRF	: Demande de Retrait de Fonds
ECAFC	: Externalisation du Conseil Agricole dans la Filière Coton
ENSEA	: Ecole Nationale Supérieure de Statistiques et d'Economie Appliquée

ESA	: Ecole Supérieure d'Agronomie
FAO	: Organisation Mondiale de l'Agriculture
FDA	: Fonds de Développement Agricole
FDH	: Fonds de Développement pour l'Hévéa
FED	: Fond Européen de Développement
FIRCA	: Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
FPC-CI	: Fédération des Unions de Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton de Côte d'Ivoire
GAR	: Golden Agri-Ressources
GDS	: Groupements de Défense Sanitaire
GMCI	: Groupement des Maïsiculteurs de Côte d'Ivoire
I2T	: Société Ivoirienne de technologie Tropicale
ICCO	: Organisation Internationale du Cacao
IDA	: Association Internationale pour le Développement
INADES	: Institut Africain pour le Développement Economique et Social
IOCI	: Interprofession Oignon de Côte d'Ivoire
INPHB	: Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
INTERCOTON	: Association Interprofessionnelle de la Filière Coton
INTERPORCI	: Interprofession Porcine de Côte d'Ivoire
IRRDB	: International Rubber Research and Development Board
ITRA	: Institut de Recherche Agricole du Togo
JICA	: Agence Japonaise de Coopération Internationale
JPORC-CI	: Journée Ivoirienne de la viande du Porc en Côte d'Ivoire
LANADA	: Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
LBATPT	: Laboratoire de Biochimie Alimentaire et de Technologie des Produits Tropicaux
MDS	: Méthode des Souches Décortiquées
MINAGRI	: Ministère de l'Agriculture
OBAMCI	: Organisation des Producteurs Exportateurs de Banane Ananas Mangue de Côte d'Ivoire
OCAB	: Organisation Centrale des Producteurs et Exportateurs d'Ananas, Bananes et Mangues
OMP	: Observateur en milieu Paysan
ONDR	: Office National pour le Développement de la Riziculture
OPA	: Organisation Professionnelle Agricole
OPCN	: Organisation des Producteurs du Caoutchouc Naturel
PAA	: Programme Annuel d'Actions
PAD	: Prêts à Diffuser
PARFACI	: Programme d'Appui à la Relance des Filières Agricoles en Côte d'Ivoire
PDAC	: Programme de Développement Agricole Conventionnés
PDF	: Programme de Développement des Filières
PES	: Points d'Etudes Systèmes
PFMA	: Programmes de Formation aux Métiers Agricoles
PNPA/ANADER	: Programme National de Promotion de l'Aulacodiculture
PO	: Postes d'Observations
PPAAO/WAAPP	: Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest

PRAREP/ PROPACOM	: Projet de Réhabilitation Agricole et de réduction de la Pauvreté/Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PRORIL	: Projet de Promotion du Riz Local
PR-PICA	: Programme Régional de Protection Intégrée du Cotonnier en Afrique
PRRC	: Projet de Relance de la Recherche Cotonnière
PSAC	: Projet d'Appui au Secteur Agricole
PSDEPA	: Plan Stratégique de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture
PVAM	: Programme de Vente Anticipé à la Moyenne
ROPFA	: Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
RRII	: Rubber Research Institute of India
RSPO	: Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable
SCB	: Société d'Etude et de Développement de la Culture Bananière
SIAPA	: Société Ivoirio-Antillaise de Production Agricole
SECO	Société d'Exploitation Cotonnière de Ouangolodougou
SIETTA	: Salon International des Equipements et Technologies de Transformation de l'Anacarde
SPS Cacao Africain	: Renforcement des capacités Sanitaires et Phytosanitaires du Cacao Africain
TEC	: Tarif Extérieur Commun
UCOVISA	: Union des Coopératives de Vivriers des Savanes
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
URECOS-CI	: Union Régionale des Entreprises Coopératives de la Zone des Savanes de Côte d'Ivoire
WCF/CLP	: World Cocoa Foundation / Cocoa Livelihoods Program



FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLES

**Organisme reconnu d'utilité publique,
chargé du financement des programmes de recherche agronomique et forestière,
de conseil agricole et d'appui aux organisations professionnels agricoles**

**ABIDJAN –2 plateaux 7e tranche
01 BP 3726 Abidjan 01
Tél. : (225) 22 52 81 81–Fax : (225) 22 52 81 87
www.firca.ci / firca@firca.ci**